

guère exposés à être coudoyés, ni surtout tutoyés par les anarchistes, dynamitards ou autres avec lesquels on s'est naturellement rencontrés lorsque, dans la nouvelle orientation, on a combattu par le ridicule ou autrement, les grandes idées de noblesse, de tradition, de sacrifice et de devoir, pour enseigner au peuple les seuls moyens de "sauver sa peau" et de s'engraisser...

En attendant, il suffit, aujourd'hui, de signaler de nouveau—car on n'y a pas suffisamment insisté—la contradiction où s'est mis lui-même M. Bourassa, sur des vérités pourtant essentiellement objectives, et les conséquences, fâcheuses pour ceux de sa race qui par goût naturel du moindre effort les ont acceptées, de ses théories nouvelles. Il est urgent qu'on y réfléchisse, car ce qui s'est passé dans notre province depuis un an fait trop voir tout ce qu'il y a de vrai dans cette pensée de M. Thiers : "Un pays doit apprendre qu'il ne faut jamais se donner à un homme, quel que soit cet homme, et quelles que soient les circonstances". (1)

En 1914 donc, M. Bourassa, sans s'écarter des vrais principes nationalistes formulés dès 1902, écrivait en toutes lettres ces textes lumineux :

"Le Canada, nation anglo-française, liée à l'Angleterre et à la France par mille attaches ethniques, sociales, intellectuelles, économiques, A UN INTERET VITAL au maintien de la France et de l'Angleterre, de leur prestige, de leur puissance, de leur action mondiale." Et il précisait: "C'est donc son DEVOIR NATIONAL de contribuer, dans la mesure de ses forces et par les moyens qui lui sont propres, au triomphe et surtout à l'ENDURANCE des efforts combinés de la France et de l'Angleterre." Et il rappelait que "dans les crises nationales, le GOUVERNEMENT est le dépositaire de l'autorité"; que "l'accord national exige l'ajournement des querelles de parti, des disputes acrimonieuses etc. (2).

Pouvait-on plus clairement enseigner que la cause au triomphe de laquelle nous participons était une cause nationale. D'ailleurs, que ce fût notre cause et donc notre guerre—et l'on n'a même pas tenté de démontrer que l'une ou l'autre ait changé d'objet—n'était-ce pas l'opinion de tout le monde à cette époque, de tous les partis, de tous les groupes? M. Bourassa le constate au même endroit: quand la question de la "participation active du Canada" s'est posée, "le parlement et le peuple du Canada y ont répondu hautement, à l'unanimité"; unanimes aussi nos évêques à signer le mandement collectif qui sanctionnait, non pas, sans doute, l'exploitation qu'on en ferait, mais la légitimité de notre prise d'armes.

Et le voilà, le grand fait ineffaçable ! Voilà le grand acte que tous au Canada français et anglais, officiellement, spontanément, dans l'exercice de nos

droits, dans l'accomplissement de nos devoirs, par l'autorité civile et religieuse, par le mouvement de nos cœurs, sous la dictée de notre raison, nous avons tous posé! Tous, nous l'avons voulu, que cette guerre fût notre guerre. Tous, nous avons jugé, avant de nous y engager, que cette cause "juste, noble et sainte" (1) (comme dit toujours, en 1918, le grand évêque de Valleyfield), était pour nous une cause nationale. (2)

Comment, de cet acte, avons-nous pu oublier et que nous sommes les auteurs et que nous n'en pouvons plus secouer les conséquences logiques? Voici.

L'impérialisme exagérant outre mesure notre effort, et menant la campagne oblique que nous avons exposée, M. Bourassa ne tarda point à combattre ses excès; en quoi il restait fidèle à sa pensée, car lui-même avait demandé que notre coopération fournît une "contribution efficace". Mais, pas plus on ne l'avait écouté en 1914, pas plus on ne l'écoutait en 1915 et 1916. On conduisait la guerre de façon folle et malhonnête, et la banqueroute qui était à nos portes, on l'invitait officiellement à entrer. Il fallait donc combattre, avec ardeur même, non l'autorité établie mais ses détenteurs qui faisaient, par politique, un travail antinational. Le chef nationaliste redoubla ses coups, mais dans l'emportement de la bataille, il ne fit plus les distinctions nécessaires. Perdant le souvenir de ses propres assentiments, repoussant du pied la pierre fondamentale sur laquelle il avait, avec tous les autres, assis la justice de notre cause, sa polémique oscilla de la modération à la négation de l'effort, ses coups dépassèrent le but légitime; et, trébuchant tout-à-fait, il en vint, par-dessus la tête de ses adversaires, à toucher cette "cause sainte" elle-même. Il ne se contenta plus de combattre les impérialistes qui la défendaient mal, ses coups atteignirent les Alliés.

Ce fut là la faute, ou du moins l'erreur. Et ce fut la chute, où le prestige de son panache entraîna tant des nôtres avec lui.

L'attitude de M. Bourassa, nettement proalliée à l'origine, était devenue d'abord celle d'un neutre qui, indifférent aux causes immédiates du conflit, cherche à se maintenir "au-dessus de la mêlée", et compte, sans émotion, les coups heureux ou vains que se donnent les combattants. C'est l'époque où, pour prêcher contre l'enrôlement volontaire, il dit à ses compatriotes que le vrai "péril qui les menace, ce n'est pas le militarisme allemand, c'est le mercanti-

1—Lettre adressée par S. G. Mgr Emard, aux cons-crits de son diocèse (A. S. C. p. 248).

2—Personne n'a contredit—sauf, sur un point, Asselin. Mais Asselin, le vrai fondateur du nationalisme canadien, s'est enrôlé. Et quand il est allé se battre, parce que son cœur débordait d'angoisse à ce qui se passait là-bas, et de dégoût à ce qui se disait ici—que n'a-t-on pas insinué pour rapetisser son grand geste?

1—Cité par M. Hanotaux,—Histoire de la France contemporaine, tome I, p. 415.

2—Le Devoir, 8 septembre 1914. Dans le texte, seuls les mots *endurance* et *gouvernement* sont soulignés.